

# Équipement d'étable

---

LA SITUATION DANS LE SECTEUR DE L'ÉLEVAGE EN 2023



## **COLOFON**

Une publication de Fedagrim Asbl  
Avenue Jules Bordet 164 boîte 4  
B-1140 Bruxelles

[info@fedagrim.be](mailto:info@fedagrim.be)  
[www.fedagrim.be](http://www.fedagrim.be)

### **Lay-out:**

Evi Cornelissens - Atelier Corneel

# TABLE DES MATIÈRES

Interview avec <b>Frederick Audenaert</b>	4
Une prise de position commune grâce à la chaîne agro-alimentaire	6
Un nouveau Comité scientifique pour l'élevage est un pas dans la bonne direction	7
En route vers MAP 7	8
Quel avenir pour le secteur laitier? <b>Daniëlle Duijndam</b> nous en dit davantage.	9
La sécurité sur les chantiers de construction et la protection contre le feu dans les étables	10
Control, un organisme qui gagne à être connu	11
Les tendances sur base des chiffres de vente	12



## FREDERICK AUDENAERT

le vice-président du groupe Equipement d'étables chez Fedagrim:

# 'Notre secteur n'a pas facile pour le moment, mais je suis confiant dans les opportunités et l'avenir pour l'élevage belge'

Jusqu'à la fin de l'année dernière, Frederick Audenaert était country manager pour Fullwood et depuis le 1<sup>er</sup> janvier il travaille dans l'entreprise familiale qui, en plus de la mécanisation agricole, est principalement active dans le domaine laitier. En tant que vice-président du groupe Equipement d'étables au sein de Fedagrim nous lui avons demandé de nous faire le point sur le marché et la situation dans le secteur de l'élevage.



### Il y a encore des opportunités

Il n'échappera à personne qu'il existe une incertitude générale dans le secteur de l'élevage. Frederick poursuit : 'Il y a d'abord un aspect économique. Les prix dans le secteur porcin sont carrément mauvais et il y a donc peu de place pour investir, alors que pour le moment, les prix du lait sont satisfaisants. Pourtant, les producteurs laitiers n'osent pas non plus investir trop parce qu'il y a des incertitudes avec la législation sur l'azote d'une part et les permis de l'autre. Beaucoup d'éleveurs se posent des questions sur la façon de faire grandir leur entreprise et sur la durée de validité des permis qui ont été accordés. En conséquence, de nombreux investissements sont reportés à plus tard. L'aspect environnemental pèse lourdement sur notre secteur, et ce sera probablement encore le cas pour quelques années.'

'C'est du moins la situation pour la Flandre. En Wallonie, en revanche, il n'y a pas pour le moment de problème lié à l'azote. L'année dernière, les prix pratiqués pour la construction d'étables ont fortement augmenté, suite à la progression du coût des matières premières. De nombreux

éleveurs préfèrent donc attendre pour construire. Nous constatons par ailleurs que de nombreux constructeurs et fournisseurs se concentrent à présent sur la Wallonie, car il est pour le moment plus facile d'y faire des affaires. Nous devons également souligner que les investissements liés aux économies d'énergie y sont subventionnés, et les choses sont donc radicalement différentes! En outre, les exploitations sont en général plus petites que la moyenne en Flandre et il reste également moins d'éleveurs que dans le nord du pays.'

'Chaque entrepreneur devra réfléchir à la meilleure façon de rentabiliser au mieux sa propre exploitation. En ce qui me concerne, je suis d'avis qu'il est important d'agir de la manière la plus professionnelle possible. Par ailleurs, nous ne pouvons pas oublier que le marché et ses débouchés continueront à exister.'

### Mettre l'accent sur la technologie

Cela ne surprendra personne que le robot de traite est entretemps devenu un spectacle familier dans l'élevage. Frederick poursuit : 'Le nombre de robots de traite mis en service continue de



croître fortement et ces robots remplacent des systèmes de traite classiques. Ces dernières années, de nouveaux carrousels de traite étaient régulièrement installés, mais les choses bougent également à ce niveau-là ces derniers temps. Cela reste un petit marché parce que ces installations de traite ne sont justifiées que pour des exploitations comptant plus de 200 vaches laitières. De plus, un carrousel demande davantage de place pour son installation, ce qui fait qu'un nouveau permis de construire est souvent nécessaire. Pour le moment, cela se traduit souvent par de nombreux tracés administratifs. Nous voyons donc que de plus en plus d'éleveurs recherchent des solutions au sein des bâtiments existants, même pour les exploitations de grande taille. Dans ce contexte, les robots de traite gagnent également du terrain. De nos jours, un robot permet de traire entre 50 et 70 vaches. En outre, il ne faut pas oublier qu'avant la crise du coronavirus, il y avait encore beaucoup de main-d'œuvre étrangère, originaire de Pologne par exemple, qui venait traire. Entretemps, il est de moins en moins évident de trouver des travailleurs saisonniers, et la robotisation se poursuit donc à un rythme soutenu. Les producteurs laitiers n'ont de plus pas le stress de savoir si les trayeurs vont venir ou pas! L'investissement dans la robotisation offre une certaine fiabilité opérationnelle. De plus, les robots de traite sont facilement et rapidement installés.

Entretemps, la concession Audenaert remarque la première grande génération de robots est à

remplacer après 10 ou 12 ans de service. Frederick: 'Ces robots sont utilisés plus intensivement que les installations de traite conventionnelles et devront donc être remplacés plus rapidement. Comme les robots évoluent rapidement, il est également intéressant de les remplacer à temps afin de pouvoir profiter des dernières évolutions technologiques.'

#### **Entreprendre en pensant à l'avenir**

Frederick conclut: 'Il est important que nous soyons tournés vers l'avenir pour penser et faire des affaires. Pour le moment, il y a des influences négatives en Flandre, mais il y a aussi des opportunités, et je suis convaincu qu'il y aura aussi des solutions. Nous ne pouvons pas penser que plus personne n'a d'avenir dans le secteur. Après tout, l'agriculture continuera d'exister. En Wallonie, on permet davantage pour le moment et l'ambiance y est donc radicalement différente. Des opportunités subsistent et il faut les saisir.'

**“ L'entière du secteur est prête à poursuivre sur sa lancée. Nous devons continuer à penser et à investir en pensant à l'avenir, indépendamment de ce qui se passe.”**

FREDERICK AUDENAERT

# Une prise de position commune grâce à la chaîne agro-alimentaire

Fedagrim s'est positionné en 2022 avec 9 autres organisations sur le dossier de l'azote en Flandre, en vue d'une politique bien pensée sur l'azote. Sans cette politique, 1 emploi sur 3 est menacé. L'importance d'un ancrage local de notre approvisionnement alimentaire ne doit pas être sous-estimée.

Ensemble, nous avons appelé le gouvernement à une politique de l'azote qui donne des opportunités pour le secteur de l'élevage. La position commune a été défendue avec le ministre-président Jan Jambon et avec les ministres Hilde Crevits, Bart Somers, Zuhail Demir et Ben Weyts.

Après tout, un PAS final irréfléchi peut menacer jusqu'à 30 % des emplois et le même pourcentage (30 %) de la contribution au produit intérieur brut de la chaîne agroalimentaire animale. Cela se traduit par de nombreuses incertitudes pour l'ensemble de la chaîne alimentaire. « Avec une politique bien pensée en matière d'azote, et accompagnée d'un budget approprié, le gouvernement flamand peut préserver de nombreux emplois et donc limiter ainsi tant que possible l'impact socio-économique de cette politique », disent les organisations de la chaîne. Dans une lettre commune à cette chaîne, les organisations demandent – par le biais de cinq points – que la Flandre planche sur un tel accord à propos de l'azote.

Dans la foulée, différentes actions ont également été menées. Fedagrim a fait campagne pour sensibiliser les élus locaux aux conséquences de l'accord sur l'azote. Pendant ces actions, nous avons une fois de plus défendu la nomination d'un nouveau comité scientifique et l'élaboration de nouveaux protocoles de mesure. Ce nouveau comité scientifique et les protocoles de mesure sont nécessaires pour approuver les nouveaux systèmes de bâtiments d'élevage. Les nouveaux systèmes constituent un gros problème. Il ne

peut y avoir de nouveaux systèmes d'élevage approuvés parce qu'ils ne peuvent pas être mesurés. Les nouveaux systèmes ne peuvent pas être mesurés parce qu'ils n'obtiennent pas de permis. Cela signifie donc un vrai retour en arrière pour l'ensemble du secteur. Le monde agricole a un besoin urgent de perspectives. Cela fait à présent 2 ans que les incertitudes règnent en maître. Plus personne n'ose rien faire ou entreprendre.

“ Les nouveaux systèmes constituent un gros problème. Il ne peut y avoir de nouveaux systèmes d'élevage approuvés parce qu'ils ne peuvent pas être mesurés.”

Ce plaidoyer était donc au cœur de la plainte introduite par Fedagrim contre cet accord sur l'azote. Les objectifs sont précis, mais les mesures visant à rendre les objectifs également réalisables n'existent pas. Il semble que le secteur ne puisse plus innover.

## Davantage d'informations?

[www.fedagrim.be/nl/nieuws/fedagrim-pleit-voor-meetprotocollen](http://www.fedagrim.be/nl/nieuws/fedagrim-pleit-voor-meetprotocollen)

# Un nouveau Comité scientifique pour l'élevage est un pas dans la bonne direction

Grâce à une lettre de Fedagrim à tous les membres du parlement flamand, une première mesure a été prise le 13 juillet 2022 afin d'approuver les nouveaux systèmes d'étables. La base décrétable d'un nouveau comité scientifique de l'élevage a été voté juste avant les vacances parlementaires d'été.

L'appel à se concentrer sur les solutions pour les dépôts d'azote plutôt que sur les problèmes a finalement été entendu. Ceci est un premier pas dans la bonne direction et a finalement permis la nomination d'un nouveau Comité scientifique pour l'élevage en novembre 2022.

Pendant, c'est loin d'être la fin du travail. En ce moment, Fedagrim demande l'installation de l'AT ou d'une équipe administrative. Cette équipe devrait assurer le traitement administratif des demandes de permis afin de pouvoir les accorder, et si nécessaire, demander conseil à la WeComV (le Comité scientifique pour l'élevage). Tant que cette équipe n'est pas en place, le fonctionnement de la WeComV et donc aussi la reconnaissance de nouvelles techniques est impossible. Le fait que cela prenne autant de temps est alarmant. La composition et le déploiement de cette équipe administrative ne devrait pas être un obstacle. La non-nomination témoigne d'une certaine non-responsabilité.

## Davantage d'informations?

<https://vilt.be/nl/nieuws/eindelijk-decretable-basis-voor-wetenschappelijk-comite-stikstofreducerende-technieken>





# En route vers MAP 7

Lors du Fedagrim dealer day du 28 octobre 2022, les premières rumeurs circulaient déjà autour de cela, un nouveau MAP draconien arrivait. A peine un jour plus tard, le samedi 29 octobre, un premier article est paru dans le journal flamand De Tijd. Avant même que les organisations professionnelles du secteur n'aient été consultées. Le temps utilisé pour élaborer la proposition aurait pu être mieux rentabilisé. Par exemple, l'évaluation du MAP 6 devait encore se faire après la rédaction de ce plan. Extrêmement curieux.

La nouvelle proposition a été adoptée par les partenaires de la coalition au gouvernement flamand et a été torpillée par toutes les organisations agricoles. Puis l'initiative a été mise entre les mains des organisations agricoles et des organisations de la nature. Ces dernières se concertaient déjà depuis plusieurs semaines à propos d'un nouveau MAP. Le silence autour de ces réunions était positif. Il est vindicatif que les politiciens viennent d'abord d'eux-mêmes avec des plans difficiles et une fois qu'ils sont critiqués, de les retirer entièrement et de mettre alors la balle dans le camp des groupes d'intérêt. Après tout, une politique doit être mise en œuvre par le secteur... et donc aussi être supportée par ce dernier. Le monde agricole et les associations de protection de la

nature travaillent en fonction de leurs meilleures capacités pour un nouveau plan d'action sur le lisier. En laissant l'initiative aux organisations professionnelles, le secteur politique ne prend pas ses responsabilités. Lancer un plan sans consultations préalables et à seulement 2 mois de l'échéance présente peu de caractéristiques d'une bonne gouvernance.

Apparemment, la sécurité d'entreprendre pour le monde agricole n'est qu'accessoire. Cela montre à quel point le monde politique entretient une relation difficile avec l'agriculture. Entre-temps, les agriculteurs continuent de travailler. Sans savoir quelle quantité d'effluents pourront être épanchées cette année sur leurs parcelles.





# Quel avenir pour le secteur laitier?

En septembre, Fedagrim a réuni les membres du groupe Construction et aménagement d'étables chez Leenaerts Agro Techniek à Hoogstraten pour une réunion qui tournait autour de l'avenir dans le secteur laitier. Fedagrim avait invité Daniëlle Duijndam, une analyste de Rabobank. Elle a présenté une analyse de la production laitière à court terme mais également une prévision à plus long terme.



**Daniëlle Duijndam**  
- Rabobank -

Il est ainsi apparu clairement que le commerce mondial des produits laitiers représente seulement 10% du commerce total des produits laitiers. Ainsi, la plupart des produits laitiers sont consommés localement. Ces 10 %, en revanche, ont cependant un effet important sur la formation des prix. Le commerce mondial croît de 3% par an, poussé par la demande de la Chine et de l'Asie du Sud-Est. Les États-Unis développent leur position à l'exportation, tandis que la Nouvelle-Zélande va moins exporter suite à des mesures environnementales plus sévères. La Nouvelle-Zélande rencontre de plus en plus défis dus à la sécheresse. On s'attend à ce que l'offre ne suive pas la demande. L'Inde est un important pays laitier, mais est pratiquement absent au niveau du commerce international. Une augmentation de la consommation de produits laitiers par une classe moyenne en croissance ainsi que la croissance démographique assureront une augmentation de la demande mondiale en 2030.

## Qu'en est-il de l'Europe...

Au niveau européen, on s'attend à peu de changements, sans croissance majeure ni baisse de la consommation ou de la production. Les défis

environnementaux au Benelux mais aussi les défis climatiques dans le sud de l'Europe provoquent une légère contraction de la production. Il est à noter que les coûts de production de lait augmentent non seulement en Europe mais aussi dans le monde entier en raison des prix élevés des aliments pour animaux et d'une offre tendue sur le marché du travail.

## ... et de la Belgique?

L'attente concernant le prix local du lait est que les prix actuels se maintiendront pendant un certain temps. Le lait bio présente un désavantage relatif parce que l'augmentation du prix du lait a réduit la différence de prix, et donc aussi la marge, entre la production bio et non bio. Pour le moment, de nombreux transformateurs laitiers recherchent du lait, ce qui signifie que les producteurs laitiers ont une position favorable. Ces transformateurs laitiers sont également confrontés à des défis pour répercuter des prix plus élevés sur le commerce de détail. On peut s'attendre à ce que, dans les supermarchés, la consommation passe généralement des marques A aux marques maison parce que les consommateurs changent de comportement d'achat suite à l'augmentation du coût de la vie.

“ Il est à noter que les coûts de production de lait augmentent non seulement en Europe mais aussi dans le monde entier en raison des prix élevés des aliments pour animaux et d'une offre tendue sur le marché du travail.”

DANIËLLE DUIJNDAM

# La sécurité sur les chantiers de construction et la protection contre le feu dans les étables

En mai 2022, le groupe Equipement d'étables était également invité à l'Ilvo. Ici, deux points importants étaient inscrits à l'ordre du jour. Les règlements concernant les chantiers de construction et la réglementation relative aux mesures de prévention des incendies. Deux thèmes qui figurent en bonne place à l'ordre du jour des membres.

Dans l'exposé concernant les chantiers de construction, Tom Vermeersch, le coordinateur national de la surveillance des bâtiments, a expliqué la législation actuelle. Un chantier temporaire ou mobile est décrit comme tout chantier de construction où des travaux de génie civil ou des travaux de construction sont en cours. Ce faisant, il faut toujours tenir compte de la loi sur le bien-être au travail.

Cette présentation a présenté les mesures préventives pour éviter les accidents. Ceci non seulement pendant les travaux, mais une attention particulière devrait également être accordée à ce thème pendant le projet. L'assemblage d'installations de production ne sont pas visés par la législation des chantiers temporaires ou mobiles. Concrètement, et lors de la construction d'une étable, il faut rédiger un journal de coordination, un dossier post-intervention et une structure de coordination. Ce sont des points d'attention importants lors de l'organisation d'un chantier.

## La sécurité incendie dans les étables

En avril, un deuxième thème a été abordé lors d'une réunion à l'Ilvo, à savoir les règlements dits « annexe 6 » sur les mesures de prévention des incendies. Cela a été expliqué par Geert Blancke, technicien en prévention des incendies – conseiller en prévention niveau 1 – coordinateur de sécurité

niveau A – et officier des pompiers. Mais aussi un homme qui est en contact avec le monde agricole.

Les règlements en matière de prévention des incendies s'appliquent pour tous les bâtiments industriels. Tout au long de l'exposé, il a été mentionné à maintes reprises que certaines mesures de prévention des incendies ne sont pas réalisables dans les bâtiments à des fins agricoles. Par la présente, une dérogation au règlement est souvent nécessaire. Ces dérogations sont maintenant demandées et obtenues sur une base individuelle.

“ En tant que secteur, il existe encore des opportunités pour mettre sur pied des dérogations générales et les faire approuver.”

Parce que la présentation était si intéressante, et que les membres présents ont posé de nombreuses questions, la visite pratique prévue à l'étable de démonstration de l'Ilvo est tombée à l'eau par manque de temps. Mais cela montre à quel point le thème était intéressant et que les conférenciers ont interagi avec nos membres.



# Control, un organisme qui gagne à être connu

Fedagrim est l'un des fondateurs de Control. Les machines à traire et les tanks refroidisseurs sont installés dans le cadre de la certification QFL, et sont obligatoirement contrôlés par des techniciens reconnus. S'assurer de la qualité de ces techniciens et des spécialistes de la traite tombe en Belgique sous la juridiction de Control. En outre, Control est également responsable de la coordination des mesures techniques, de la validation des équipements de mesure, de l'organisation des journées de formation et d'étude, etc...

Fedagrim joue un rôle actif avec Frederick Audenaert en tant que président et des représentations des différentes marques. Fedagrim avait l'habitude de s'occuper aussi de la gestion quotidienne, mais au fil des ans, cette responsabilité a été transférée à l'Ilvo. Les autres partenaires de ce projet sont IKM/QFL/QMK, l'Association Wallonne de l'élevage, MCC Vlaanderen et le Comité du Lait.

Ensemble, les différents acteurs veillent à ce que les machines à traire et les tanks refroidisseurs soient toujours sûrs et permettent de fournir un lait de haute qualité au consommateur. En 2022, grâce à Control, pas moins de 7.497 mesures

techniques ont été réalisées par 154 techniciens certifiés. En 2022, ces derniers sont passés à un nouveau système informatique pour l'envoi des mesures effectuées.

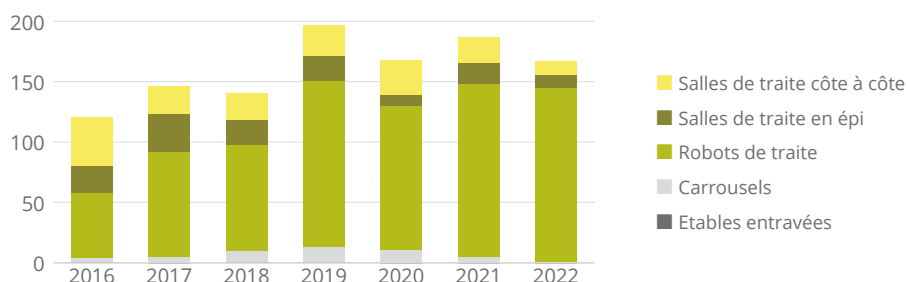
En novembre, Control a organisé deux journées d'étude, une en Wallonie et une en Flandre. Lors de ces journées, des thèmes tels que la mesure des différences de pression, le rinçage des appareils avec des chlorates et la prévention du stress thermique ont notamment été abordés. Grâce aux journées d'étude, les techniciens laitiers belges restent informés des dernières évolutions et ils peuvent garantir le fonctionnement et la qualité des machines à traire.



# Les tendances

## LES INSTALLATIONS DE TRAITE

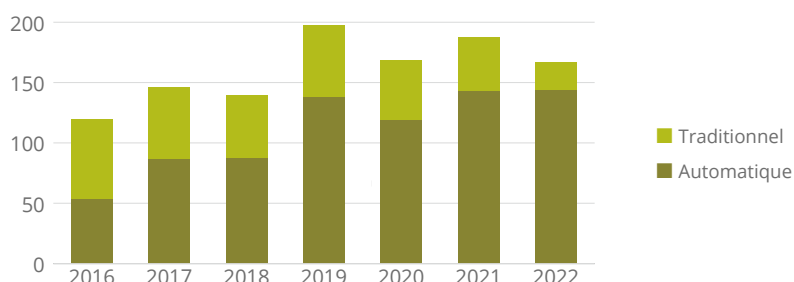
Traditionnellement, cela fait des années que le secteur de l'équipement d'élevage est un bon indicateur des économies d'échelle et de l'automatisation. Depuis plusieurs années, nous constatons que les installations de grande capacité gagnent des parts de marché par rapport aux petites installations. De plus, les systèmes de traite automatiques ont connu une forte croissance au cours des 10 dernières années.



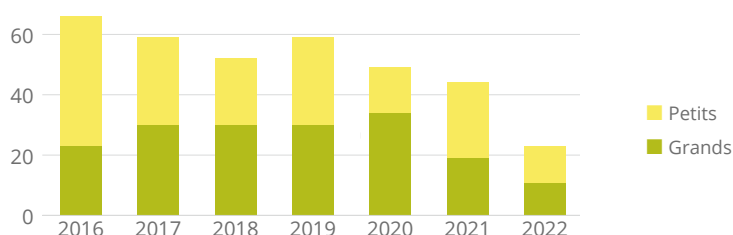
En 2022, 167 systèmes de traite ont été vendus. C'est 11% de moins qu'en 2021. 2021 a été une très bonne année, surtout si l'on tient compte du fait que les installations de traite sont de plus en plus grandes. Dans les années 2018-2020, le prix du lait était relativement stable, ce qui signifie que les agriculteurs étaient mieux à même de calculer leurs investissements. La hausse de l'inflation a peut-être aussi convaincu certains agriculteurs d'investir. Leur investissement aura certainement porté ses fruits en 2022 grâce aux prix élevés du lait. En 2022, nous ressentions déjà les effets de l'incertitude engendrée par l'accord sur l'azote. En 2021, de nouveaux projets étaient encore envisagés, tandis qu'en 2022 il s'agissait presque toujours de moderniser une étable existante avec l'ajout d'un robot.

## LES EXPLOITATIONS TRADITIONNELLES ET LES ROBOTS DE TRAITE

2022 a été une année record pour l'automatisation. En 2022, 86% des ventes totales étaient un robot. Les systèmes de traite traditionnels sont actuellement sur le chemin du retour. Jamais auparavant il n'y en a eu autant de nouveaux systèmes robotiques vendus en Belgique. Malgré l'incertitude causée par l'accord sur l'azote, un prix satisfaisant pour le lait a pour conséquence que les producteurs laitiers continuent d'investir.

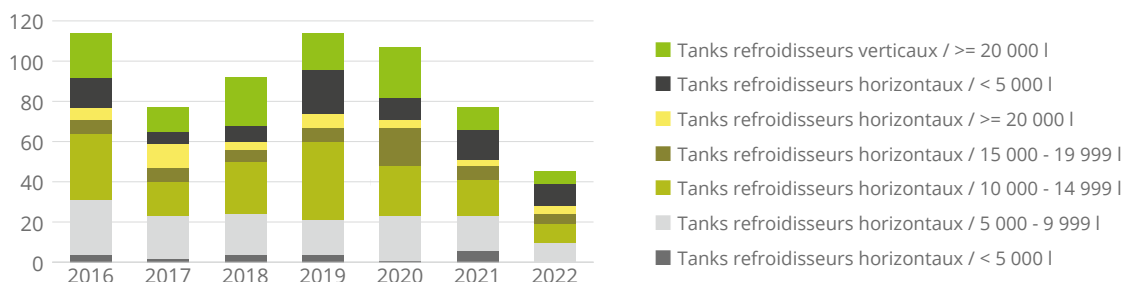


Dans les systèmes traditionnels, les petits systèmes gagnent en importance. Nous expliquons cela par le fait que le choix pour un tel système mais de grande capacité devient de plus en plus rare. Les chiffres absolus montrent clairement que même les chiffres de vente des petits systèmes sont au plus bas.



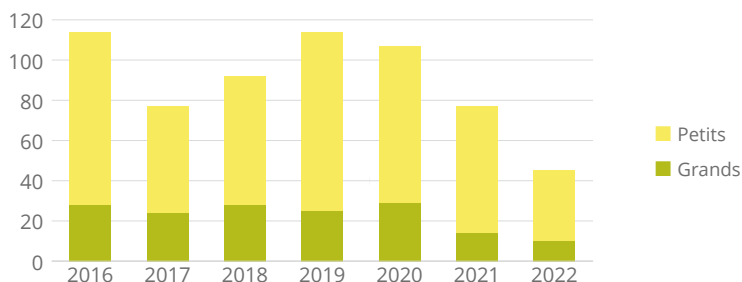
## LES TANKS REFROIDISSEURS

Les ventes de tanks refroidisseurs ont diminué rapidement ces dernières années. Les plus petits tanks refroidisseurs disparaissent même complètement des chiffres de vente en 2022. Mais les modèles de plus grande capacité sont également en baisse. Alors qu'en 2020, 44 tanks refroidisseurs de plus de 20.000 litres avaient été vendus, on n'en dénombre plus que 10 en 2022, soit une baisse de 78%. Un tank refroidisseur est un investissement à long terme. L'insécurité juridique actuelle sur l'azote et le nouveau plan d'action sur le lisier ont pour conséquence que les agriculteurs postposent l'investissement dans un nouveau tank refroidisseur. Par ailleurs, les tanks refroidisseurs ont également une longue durée de vie. Les producteurs laitiers sont donc plus susceptibles d'être obligés de remplacer un robot qu'un tank refroidisseur. Lorsqu'on observe peu ou pas d'augmentation de taille des exploitations, le marché s'arrête donc en toute logique.



## L'ÉVOLUTION DE LA CAPACITÉ DES TANKS REFROIDISSEURS

Au cours des deux dernières années, relativement moins de grands tanks refroidisseurs ont été vendus et l'ensemble du marché recule. Les agriculteurs restent prudents quant au potentiel de croissance de leur exploitation. Il y a vraisemblablement peu d'achats de tanks refroidisseurs qui anticipent également la croissance future, ce qui se traduit par davantage de petits tanks refroidisseurs.



## LE MATÉRIEL LIÉ AUX TANKS REFROIDISSEURS

Dans le cas du matériel lié aux tanks refroidisseurs, nous avons constaté une forte baisse du marché depuis 2022. Avec un recul de 85 % des tanks d'attente, 2/3 de prérefroidisseurs en moins et un recul de 78% de l'équipement de récupération de chaleur. Ici aussi, l'insécurité juridique fait donc des ravages impitoyables.

